

La faillite de Hello fait sonner le tocsin dans le bassin de Sarrebourg

by La Tribune - vendredi, juin 25, 2004

<https://www.correspondances.fr/la-faillite-de-hello-fait-sonner-le-tocsin-dans-le-bassin-de-sarrebourg/>

Implanté dans les locaux de son prédécesseur Bata, Hello SA a déposé son bilan. Inquiets de la situation de l'emploi, Etat et collectivités finalisent un appel d'offres pour redynamiser le bassin de Sarrebourg.

Deux ans et demi après la fermeture de Bata, qui employait 840 salariés à Moussey, le bassin de Sarrebourg (Moselle) vit une nouvelle série noire. De mi-mai à début juin, le dépôt de bilan du chausseur Hello SA, la liquidation de la cristallerie d'Hartzviller et de la confection Sarmode ainsi que l'annonce d'une réduction d'effectifs chez Ferco, spécialiste des menuiseries, se sont succédé, laissant craindre 400 suppressions de postes à court ou moyen terme.

Face à cette nouvelle urgence, l'Etat, le conseil régional de Lorraine et le conseil général de la Moselle finalisent le cahier des charges d'un appel d'offres ouvert aux structures de développement locales ou nationales, voire à des cabinets d'expertise internationaux. Le concours porte sur la création de 400 emplois au moins au cours des trois prochaines années et prévoit une rémunération comportant un fixe et une partie variable en fonction des créations effectivement constatées.

Mobiliser les acteurs

Jean-Pierre Masseret, élu du bassin de Sarrebourg et nouveau président du conseil régional de Lorraine, revendique « *la politique de Lagardère* » pour mobiliser l'ensemble des acteurs - chambres de commerce et d'industrie, chambre des métiers, comités départementaux d'expansion - autour d'une stratégie commune.

La pique s'adresse au projet Pierre et Vacances, qui évoque depuis plusieurs années l'hypothèse de la création d'un Center Parc dans le sud mosellan. Sénateur et président UMP du conseil général de la Moselle, Philippe Leroy a pesé de tout son poids en faveur de mesures fiscales susceptibles de débloquer le projet, qui générerait un investissement de 160 millions d'euros. Mais les instances européennes de Bruxelles, consultées par le conseil général de la Moselle mi-mai, ont émis un avis défavorable au montage financier présenté par la collectivité.

En dépit de leur rivalité sous-jacente, conseil régional et conseil général s'accordent à considérer que le projet Pierre et Vacances, qui ne se concrétisera le cas échéant qu'en 2008, ne saurait en aucun cas répondre à une situation urgente et complexe. Au milieu de l'année 2003, la cellule de reclassement instaurée par l'Etat au lendemain de la fermeture de Bata s'est achevée sur un constat d'échec : le cabinet nancéien Altédia, mandaté pour reclasser 80 % des 349 personnes concernées, n'a pu faire état que d'une centaine de salariés ayant retrouvé un emploi à temps plein. En novembre 2001, Christian Pierret, alors secrétaire d'Etat à l'Industrie, avait mandaté la Sodie, filiale de reconversion d'Usinor, pour créer 900 emplois dans le Lunévillois et proposé une extension de la mission au bassin de Sarrebourg tout proche. La Sodie assure avoir mené à bien sa mission meurthe-et-mosellane, sans jamais avoir été mandatée sur le

bassin d'emploi de Sarrebourg.

Mais il est vrai que rurale et de plus en plus réputée pour ses charmes touristiques, la Moselle du Sud est en passe de rattraper son retard en la matière.